

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

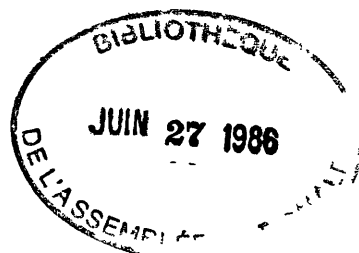
Projet de loi 106

## **Loi sur la reprise des travaux de construction**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. Pierre Paradis  
Ministre du Travail**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1986**

#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet vise à assurer la reprise des travaux de construction interrompus par une grève ou un lock-out et à pourvoir au règlement du différend qui subsiste entre employeurs et salariés sur les conditions de travail dans l'industrie de la construction.*

*À cette fin, il redonne effet provisoirement aux dispositions du décret de la construction qui étaient en vigueur le 29 avril 1986 et prévoit la nomination d'un médiateur pour aider les parties à conclure une entente.*

*À défaut d'entente entre les parties, le médiateur fera rapport au ministre du Travail sur l'état des négociations le 1<sup>er</sup> août 1986. Le gouvernement pourra alors, s'il estime que les parties ne peuvent en arriver à une entente, fixer par décret les conditions de travail des salariés.*

*Enfin le projet prévoit en cas d'inexécution des obligations qu'il impose, des sanctions pénales.*

# Projet de loi 106

## **Loi sur la reprise des travaux de construction**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### SECTION I

#### INTERPRÉTATION

**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«association représentative», «association d'employeurs», «construction»: ce qu'entend la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20);

«employeur», «salarié»: un employeur ou un salarié auquel s'applique la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;

«union» «syndicat»: une association de salariés qui adhère, appartient ou est affiliée à une association représentative.

### SECTION II

#### REPRISE DES TRAVAUX

**2.** Un salarié qui, le 16 juin 1986 a cessé d'exécuter des travaux de construction en raison d'une grève ou d'un lock-out doit, à compter de 5 h 00 le 17 juin 1986, retourner au travail selon son horaire habituel.

À compter du même moment, tout salarié affecté à des travaux de construction doit accomplir tous les devoirs attachés à ses fonctions compte tenu des conditions de travail qui lui sont applicables, sans arrêt, ralentissement ou diminution de ses activités normales.

**3.** Un employeur doit prendre les moyens appropriés pour assurer, à compter de 5 h 00 le 17 juin 1986, la reprise des travaux de construction interrompus en raison d'une grève ou d'un lock-out.

À compter de ce moment, tout employeur doit poursuivre normalement l'accomplissement de ses opérations, sans interruption due à un lock-out.

**4.** Il est interdit à quiconque, par omission ou autrement, de faire obstacle à l'exécution normale de travaux de construction.

**5.** Une association représentative, une union et un syndicat ainsi que l'association d'employeurs doivent prendre les mesures appropriées pour amener leurs membres à se conformer à l'article 2 ou 3, selon le cas.

### SECTION III

#### CONDITIONS DE TRAVAIL PROVISOIRES

**6.** À compter du 17 juin 1986 et jusqu'à ce qu'elles aient été fixées suivant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ou par décret pris en vertu de l'article 10, les conditions de travail de l'ensemble des salariés sont celles prévues par les dispositions du Décret de la construction (R.R.Q., c. R-20, r. 5) qui étaient en vigueur le 29 avril 1986, telles que modifiées pour donner effet aux stipulations prévues à l'annexe.

Pour cette période, ces dispositions ainsi modifiées ont le même effet que si elles avaient été adoptées en vertu de l'article 51 de cette loi.

### SECTION IV

#### RÈGLEMENT DU DIFFÉREND

**7.** Les négociations entre les parties doivent se poursuivre conformément à la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

**8.** Dans les trois jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre du Travail nomme un médiateur.

**9.** Le médiateur a pour mandat d'aider les parties à conclure une entente au sens de l'article 44 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

À défaut d'entente entre les parties, le médiateur fait rapport au ministre du Travail sur l'état des négociations, le 1<sup>er</sup> août 1986.

**10.** S'il estime que les parties ne peuvent en arriver à une entente, le gouvernement peut, après que le médiateur ait fait rapport conformément à l'article 9, fixer par décret les conditions de travail des salariés pour la période qu'il détermine. Cette période ne peut excéder le 30 avril 1989.

Ce décret a le même effet qu'un décret adopté en vertu de l'article 51 de la loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

## SECTION V

### SANCTIONS

**11.** Quiconque contrevient ou incite ou encourage une personne à contrevenir à une disposition de l'article 2 ou 3 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention, d'une amende:

1° de 100 \$ à 500 \$ s'il s'agit d'un salarié ou d'une autre personne physique non visée au paragraphe 2°;

2° de 10 000 \$ à 50 000 \$ s'il s'agit d'une personne qui, le 13 juin 1986, était un dirigeant, délégué de chantier, agent d'affaires ou représentant d'une association représentative, union, syndicat, fédération, confédération, centrale, ou conseil ou était un employeur ou un dirigeant ou représentant d'un employeur, de l'association d'employeurs ou d'une association d'entrepreneurs, ou qui l'est devenue par la suite;

3° de 20 000 \$ à 100 000 \$ s'il s'agit d'une association représentative, union, fédération, confédération, centrale, syndicat ou conseil, de l'association d'employeurs ou d'une association d'entrepreneurs.

**12.** L'association représentative, l'union, le syndicat ou l'association d'employeurs qui ne se conforme pas à l'article 5 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, de l'amende prévue au paragraphe 3° de l'article 11 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel des salariés de l'association représentative, union

ou syndicat contreviennent à l'article 2 ou, selon le cas, pendant lequel des employeurs contreviennent à l'article 3, sans que l'association, l'union ou le syndicat ne se soit conformé à l'article 5.

**13.** Quiconque entrave l'accès d'une personne à un lieu où elle a le droit d'accéder pour exécuter un travail ou contrevient à l'article 4 commet une infraction et est passible en outre du paiement des frais, d'une amende de 15 000 \$ à 75 000 \$ pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention.

**14.** Un dirigeant, délégué de chantier, agent d'affaires ou représentant qui est reconnu coupable d'une infraction aux articles 11 ou 13 devient inhabile à exercer la fonction qu'il occupait au moment de l'infraction et toute autre fonction énumérée au paragraphe 2° de l'article 11 pendant une période de cinq ans ou de la date où le jugement devient final ou jusqu'à ce qu'elle obtienne un pardon.

**15.** La poursuite d'une infraction prévue aux articles 11 à 13 est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le Procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

## SECTION VI

### DISPOSITIONS FINALES

**16.** Sauf à l'égard des infractions déjà commises, la section II cesse d'avoir effet à compter de la date fixée par décret du gouvernement ou au plus tard le 30 avril 1989.

**17.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

## ANNEXE

## MODIFICATIONS AU DÉCRET

1. Le paragraphe 1) de l'article 20.01 est remplacé par le suivant :

« 1) Tous les chantiers de construction doivent être fermés pendant les deux dernières semaines complètes du mois de juillet ».

2. Le sous-paragraphe « a » du paragraphe 6° de l'article 20.01 est remplacé par le suivant :

« a) Tous les chantiers de construction doivent être fermés pendant les deux dernières semaines complètes du mois de juillet ».

3. Le paragraphe 3) de l'article 20.01 est remplacé par le suivant :

« 3) Tous les chantiers de construction sont fermés pendant deux semaines civiles à compter de 00 h 01 le dimanche qui précède le jour de Noël ou qui coïncide avec ce jour ».

4. Pour l'application du sous-paragraphe « b » du paragraphe 1° et du sous-paragraphe « b » du paragraphe 2° de l'article 20.05, les jours fériés suivants sont chômés : le Vendredi Saint, le lundi de Pâques, la fête du Canada, la fête du travail et le jour de l'Action de grâces.

Si la fête du Canada tombe un samedi ou un dimanche, elle est chômée le lundi suivant.